

25 mai 2017

Stop à l'intimidation de l'opposition égyptienne

Peu après que le Président Al-Sissi a fait part de son espoir de voir les élections présidentielles se dérouler de manière libre et fair-play, les forces de sécurité ont placé Khaled Ali, candidat potentiel aux élections présidentielles, en garde à vue pour 24 heures. Les charges contre Khaled Ali sont vagues et incluent un geste de la main qu'il aurait fait après le prononcé du verdict de la Haute cour administrative confirmant le droit de l'Égypte dans l'affaire bien connue des deux îles.

Ce cas n'est pas le seul : des dizaines de jeunes sont détenus pour des commentaires qu'ils ont publiés sur les réseaux sociaux. Les mesures de sécurité en cours, qui ont pour but d'intimider l'opposition en général et les candidats potentiels aux présidentielles en particulier, ne font que confirmer nos craintes concernant les futures élections présidentielles de juin 2018, auxquelles manqueront les garanties juridiques pour des élections libres et fair-play.

L'Alliance progressiste se déclare entièrement solidaire du peuple égyptien qui souhaite voir un changement pacifique, pour une amélioration des conditions démocratiques et économiques. La démocratie des votes diminue en raison de ces mesures oppressives. Les pratiques en cours pourront peut-être même contraindre les forces démocratiques à déclarer que tout travail politique devient impossible dans de telles conditions.

L'Alliance progressiste condamne fortement la détention de Khaled Ali et tient le Président Al-Sissi pour responsable de toutes les conséquences graves qui pourraient en découler.